



Des soldats anglais débarquent à Madagascar, 1942. © Rue des archives

Le ralliement de La Réunion et de à la France libre

Pour comprendre les conflits ayant déchiré, durant la Seconde Guerre mondiale, Madagascar et La Réunion, qui rejoint la France libre en novembre 1942, il faut revenir sur les enjeux que ces deux territoires ont représentés pour une France soucieuse de contrer l'influence britannique dans l'océan Indien.

Possession française depuis le XVII^e siècle, l'île de La Réunion va devenir, à travers la mobilisation des notables coloniaux et républicains de la fin de la III^e République, cette « colonie colonisatrice » qui entreprend de faire entrer Madagascar dans les colonies de l'outre-mer français. C'est ainsi qu'en 1896, après plusieurs mois de guerre, l'île malgache est conquise par l'armée et placée sous l'administration française dirigée par le gouverneur général Joseph Gallieni. La relation qui s'instaure entre La Réunion et Madagascar est ainsi marquée, en ce début du XX^e siècle, par une forme de disparité qui s'exprime par une constante volonté des élites réunionnaises de dominer la Grande île. De fait, les deux espaces insulaires sont étroitement liés. Les orientations des ministères et des gouverneurs s'en ressentent, qui vont progressivement attribuer à Madagascar une place prépondérante au sein de la politique coloniale menée dans l'océan Indien. D'une certaine manière, les années passées sous le régime de Vichy, entre 1940 et 1942, vont illustrer ce schéma. Respectivement sous l'autorité de Pierre Aubert et de Léon Cayla, puis du gouverneur Armand Annet, La Réunion et Madagascar se retrouvent dans le camp du maréchal Pétain. Ces administrateurs reconnaissent en la personne du Maréchal une autorité légitime. L'attitude de ces gouver-

neurs témoigne aussi d'un profond sentiment anglophobe. Le courrier de l'ambassadeur anglais Lord Halifax demandant aux notabilités réunionnaises de rejoindre la résistance et de désobéir aux hommes de l'armistice n'a fait que renforcer ce comportement. Mais cette tendance va se heurter à une très forte opposition. À La Réunion, d'emblée, population, associations, syndicats et mouvements politiques, se prononcent en faveur des Alliés. Le 29 juin 1940, au cours d'une réunion de la commission consultative de la défense, où il réunit les notables de l'île, Pierre Aubert choisit la fidélité à Philippe Pétain. Il ancre la colonie dans le camp du Maréchal et va ainsi à l'encontre de l'expression majoritaire. Sa priorité est de briser le mouvement en faveur du général de Gaulle et des Alliés par une propagande farouchement anti-anglaise orchestrée par son chef de cabinet Jean-Jacques Pillet. Désormais, toute la politique du gouverneur est au service de la Révolution nationale.

À Madagascar, le contexte diffère du fait des sympathies avérées d'une partie des Français en faveur de Vichy. Les autorités pétainistes affichent une constante anglophobie, les événements de Dunkerque et de Mers-el-Kébir étant présentés comme autant de trahisons. Les promesses d'un État autoritaire, combattant les faiblesses dont la III^e République est accusée – et le Front populaire tout spécialement – constituent les nouvelles valeurs de la Révolution nationale. Elles séduisent incontestablement bon nombre de colons et d'administrateurs, qui continuent de voir dans les Anglais, l'adversaire



Des passants regardent l'affiche sur l'attaque de Madagascar par les Anglais, Paris, mai 1942. © Lapi / Roger-Viollet

Madagascar

impérial. Comme l'écrit Lucile Rabearimanana : «... mais surtout, en situation coloniale, le discours hiérarchique, explicitement inégalitaire, traditionaliste, intégriste et bientôt xénophobe du maréchal Pétain trouve une résonance toute particulière. L'ordre moral entre dans les écoles. La presse est censurée. Les moindres actes de résistance sont réprimés » (1).

Les gouverneurs concentrent à nouveau les pouvoirs politiques dans les deux îles. À La Réunion, les maires sont désormais nommés. La Révolution nationale a pour première signification la disparition de toutes les instances représentatives. Les colonies deviennent, plus que jamais, une périphérie réduite à l'obéissance.

La Réunion mise à l'épreuve

À cette emprise pétainiste s'ajoutent les difficultés matérielles et les pénuries liées au blocus maritime. La Réunion est particulièrement touchée. Au fil des mois, les restrictions s'imposent et les populations vivent dans le plus profond dénuement. La situation économique traduit cette aggravation des conditions de vie. La colonie manque de tout. Survivre devient la préoccupation essentielle pour l'immense majorité des habitants. Le blocus de La Réunion est sans doute le pire qu'ait connu une colonie française pendant la Seconde Guerre mondiale. L'activité portuaire est un indicateur de cette situation : 23 entrées de navires en 1941, six en 1942. La colonie est exsangue. L'état sanitaire est catastrophique. Le taux de mortalité infantile est en notable augmentation.



Le contre-amiral Auboyneau, commandant en chef des FNFL et le capitaine de frégate Evenou sur le contre-torpilleur Le Léopard. Dundee, Écosse, mai 1942. © ECPAD

Entre le printemps et l'automne, la situation militaire se modifie dans le sud-ouest de l'océan Indien. Avec l'attaque (opération Ironclad) des troupes britanniques, le 5 mai 1942, à Diego-Suarez, au nord de Madagascar, débute une série d'actions militaires de plusieurs mois sur le sol malgache.

« Madagascar [...] fut occupée par précaution en mai 1942, par une expédition partie de l'Union sud-africaine, les Anglais se méfiant du gouvernement de Vichy (2) » écrit Auguste Toussaint dans son histoire de l'océan Indien.

En septembre, les Britanniques débarquent sur la côte ouest, à Majunga. Les forces armées de Vichy, certes peu mobilisées, parviennent cependant à ralentir leurs avancées. Il faut attendre la chute de Tananarive pour que leur progression s'accélère. Le 8 novembre, le gouverneur général Armand Annet capitule dans le sud de l'île (Ihosa). En décembre 1942, la France libre se voit confier la direction de la colonie. Quant à La Réunion, informée de l'attaque britannique en mai, elle est dans l'attente d'un débarque-

ment des forces alliées au général de Gaulle. Dans ses *Mémoires de guerre*, celui-ci écrit : « Aussitôt après le débarquement des Américains au Maroc (8 novembre 1942) et en Algérie, la France combattante étendait son autorité à tout l'ensemble des possessions françaises dans l'océan Indien... Depuis longtemps, je cherchais donc l'occasion de joindre l'île à la France combattante. Mais les Anglais, tant qu'eux-mêmes préparaient leur action sur Madagascar et tant que les Américains se disposaient à aborder l'Afrique, retardaient mon intervention afin de ne pas alerter Vichy et l'ennemi... Maintenant, ils n'avaient plus de prétexte à m'opposer. Aussi le 11 novembre, pris-je la décision d'effectuer le ralliement... Depuis plusieurs mois, le contre-torpilleur « Léopard » commandé par le capitaine de frégate appelé Richard Evenou participait aux escortes et aux patrouilles de l'Afrique du Sud. Je lui donnai l'ordre de gagner La Réunion et d'y faire le nécessaire, en emmenant à son bord l'administrateur en chef Capagorry nommé par avance gouverneur (3) ».

(1) Voir les articles consacrés dans le numéro dirigé par Yvan Combeau sur la Seconde Guerre mondiale dans l'océan Indien in revue *Guerres mondiales et conflits européens*, PUF, juillet 2012.

(2) Auguste Toussaint, *Histoire de l'océan Indien*, PUF, 1981, p.97.

(3) Charles de Gaulle, *Mémoires de guerre* (3 tomes), éd. Plon, 1954 ; rééd. Pocket, 1999 et 2006



André Capagorry.
© Musée de l'Ordre de la Libération

À La Réunion, après cinq mois de tensions, le gouverneur de la colonie, Pierre Aubert, s'engage sur la voie de la reddition. Dans un premier temps, il déclare Saint-Denis ville ouverte, le 27 septembre, et se replie à Hell-Bourg. L'arrivée du contre-torpilleur *Le Léopard* accélère les événements. Tard dans la soirée du 27 novembre 1942, le contre-torpilleur se positionne devant Saint-Denis. Dans le contexte de cette troisième année du conflit mondial, ce navire de guerre est une pièce stratégique essentielle dans le dispositif des forces alliées, et plus particulièrement des Forces françaises libres. Dans la nuit du 27 au 28 novembre, le gouverneur est informé de sa présence, puis du débarquement, tôt dans la matinée, de l'envoyé du général de Gaulle, André Capagorry. Il faut trois longues journées, les 28, 29 et 30 novembre, pour que l'île passe de l'autorité d'un gouverneur vichyste à celle d'un gouverneur gaulliste. André Capagorry entre sans difficulté dans Saint-Denis et s'installe au gouvernement. Les événements vont pourtant tourner au tragique dans les heures qui suivent. Depuis la ville du Port, des tirs de canons visent *Le Léopard*. La riposte du contre-torpilleur fera deux morts. La phase de libération entre alors dans une période de négociations entre Saint-Denis et Hell-Bourg.

Dès le 29 novembre, le commandant Jacques Evenou, ayant pour nom de guerre Richard, adresse à Pierre Aubert un ultimatum. Il aura le mérite de précipiter la reddition. L'évêque, M^{gr} de Languavant, joue les émissaires et tente de convaincre Pierre Aubert de signer au plus vite sa capitulation. Capagorry et Aubert entament une négociation qui s'achève téléphoniquement par un échange sur les conditions de la reddition. Dans ces circonstances, Pierre Aubert sait qu'il peut encore exiger. Il a enjoint de sortir « la tête haute » de cet échec militaire. Le 30 novembre, le gouverneur Aubert se rend. La nouvelle est annoncée à la radio : « Le ralliement de l'Empire s'est fait et La Réunion, française depuis trois siècles, ne pouvait se tenir en dehors de ce mouvement ». Depuis Vichy, cette libération est dénoncée comme l'acte des forces britanniques, « une attaque sauvage des Anglais contre une possession française ». Le général de Gaulle annonce à la radio de Londres « La fidèle Réunion a rallié les drapeaux de la France combattante » (4).

André Capagorry représente désormais la France libre. La Réunion se retrouve maintenant aux côtés des forces gaullistes. Le gouverneur refuse toute épuration contre les personnalités favorables au maréchal Pétain et condamne tout affrontement interne à la colonie. Demeure l'essentiel : La Réunion est exsangue, la population a faim.

La situation créée par la libération des territoires par les Alliés va déterminer, pour chacune des îles, une voie bien distincte. Sous le gouvernement provisoire de la République, puis

sous la IV^e République, leur évolution respective illustre la différence de statut qui caractérise la période nouvelle dans le cadre de l'Union française. Madagascar demeure une colonie à part entière et se trouve insérée dans le groupe des Territoires d'outre-mer. Les nationalistes malgaches développent des revendications d'indépendance et leurs candidats obtiennent le succès aux élections à l'Assemblée constituante française de 1945-1946. De son côté, La Réunion, ancienne colonie, change de statut avec la loi du 19 mars 1946. Les votes des députés à l'Assemblée constituante font de la départementalisation une étape de l'assimilation à la France républicaine. La Réunion est désormais le département français de l'océan Indien. ■

Yvan Combeau

Professeur d'histoire contemporaine
Université de La Réunion
Directeur du CRESOI
Centre de recherches sur les sociétés
de l'océan Indien.



Monument dédié à la France libre à Saint-Denis de La Réunion.
© ONAC.

(4) A. Brunet, *Trois cents ans de colonisation, La Réunion (Ancienne île Bourbon)*, p.167.

Vichy à Madagascar: conjoncture, mutations, et Révolution nationale dans la Grande Île

Deux ans après la sortie du film *Casablanca* (1942), qui avait porté à l'écran la version hollywoodienne et romancée de la période de Vichy au Maroc, un jeune réalisateur britannique alors presque inconnu, Alfred Hitchcock, tournait un court métrage intitulé *Aventure malgache* (1944).¹ Le futur maître du suspense y traitait l'île lointaine de Madagascar, sous l'emprise du régime de Vichy trois ans auparavant. L'image de l'administration coloniale française y est nettement moins flatteuse que dans *Casablanca*, bien qu'on retrouve dans les deux films le thème du retournement de veste à l'arrivée des Alliés. Mais dans *Aventure malgache*, on découvre surtout une administration coloniale française on ne peut plus loyale au régime du Maréchal Pétain, une atmosphère de délation et d'anglophobie ambiante, une police politique faisant grand usage d'espions, une cour martiale fraîchement formée pour faire la chasse aux Gaullistes-- bref, une île sujette à un régime arbitraire et autoritaire, voire au banditisme politique. Ces différences d'appréciations reflètent certes des différences de genre et d'objectifs: *Aventure malgache* était un film de propagande de guerre, censé illustrer l'héroïsme de Français libres persécutés aux colonies par les autorités de Vichy, alors que *Casablanca* n'avait abordé cette persécution qu'en termes d'influence allemande sur le Maroc pétainiste. En tant que film de propagande tourné depuis Londres, *Aventure malgache* ne saurait constituer une représentation totalement fidèle ou historique de Madagascar entre 1940 et 1942. Mais ce film permet néanmoins de redécouvrir un sujet presque entièrement occulté depuis la guerre: l'île de Madagascar à l'époque de Vichy-- période qui, pour la Grande Ile, dura de juillet 1940 à Septembre 1942.

ENJEUX STRATÉGIQUES ET GÉOPOLITIQUES

Aventure malgache met surtout en lumière les vives émotions que suscitaient alors l'empire colonial français, et plus particulièrement Madagascar pendant la deuxième guerre mondiale. De Londres, le Général de Gaulle considérait déjà en 1940 que l'aspect le plus abominable de l'Armistice était de ne pas avoir continué le combat contre l'Allemagne à partir de l'empire.² Les Anglais et les Forces Françaises libres allaient par la suite devoir prendre par la force colonie après colonie, dont certaines comme la Syrie et Madagascar allaient devenir d'importants théâtres de combats entre forces pétainistes et alliées. L'attaque en deux temps des forces britanniques sur Madagascar, d'abord en mai 1942 à Diego-Suarez, puis en Septembre 1942 dans le reste de l'île, s'inscrit en effet dans une longue liste de conflits franco-anglais et franco-français pendant la deuxième guerre mondiale: d'abord les premiers heurts en Afrique équatoriale française pendant l'été 1940, puis ensuite l'attaque anglaise sur la marine française à Mers-el-Kébir en Afrique du Nord en juillet 1940, un assaut échoué sur Dakar en septembre 1940, une intervention en Syrie en juin-juillet 1941, la libération de St. Pierre et Miquelon en

¹ Alfred Hitchcock, *Aventure malgache* (Londres: Welwyn Studios, 1944).

² Voir Charles de Gaulle, *Discours et messages pendant la guerre, 1940-1946* (Paris: Plon, 1970), pp. 18, 32.

décembre 1941, et enfin la prise du port de Diego-Suarez à Madagascar en mai 1942. Cette triste histoire de conflits franco-français et franco-britanniques fut bien évidemment exploitée de manière très différente par les propagandistes vichystes et alliés. Selon les premiers, la perfide Albion cherchait à s'emparer de nouveau de colonies françaises, comme elle l'avait fait au Québec, à l'Île Maurice, ou même à Fachoda. Selon le Maréchal Pétain, ces attaques étaient d'autant plus inexcusables qu'il avait prononcé la neutralité de l'empire, et assuré que les colonies ne tomberaient pas aux mains de l'Axe. Pour les Alliés, en revanche, Madagascar, comme toutes les colonies françaises restait prisonnière d'un régime autoritaire et collaborationniste, qui empêchait la Grande Ile de contribuer à la libération de la métropole. Qui plus est, force est de constater que militairement, les Alliés durent investir des ressources considérables pour 'rallier' par la force l'empire colonial français à la cause alliée, ressources qui auraient pu être utilisées autrement pour mener la guerre à l'Allemagne nazie.

D'un point de vue stratégique, cette dernière considération était loin d'être négligeable. Livrer une guerre aux colonies françaises loyales à Pétain représentait bel et bien l'ouverture d'un deuxième front fort coûteux à l'effort de guerre britannique. Mais pour comprendre pourquoi Winston Churchill estima que Madagascar constituait une priorité telle qu'il donna l'ordre d'investir la Grande Ile en mai puis en septembre 1942, il faut tenir compte du caractère global du second conflit mondial. Après la chute de Singapour aux mains des forces japonaises le 15 février 1942, et alors même que le Canal de Suez semblait menacé par Rommel, les Britanniques redoutèrent que leurs lignes d'accès à l'Océan Indien (et donc au Raj, ainsi qu'au Moyen Orient pétrolifère) ne soient menacées par une avance japonaise. Investir l'île était donc une manière de devancer d'éventuelles visées japonaises sur la rade de Diego-Suarez, réputée être un des meilleurs ports de l'Océan Indien. Or, d'après les actes du procès d'Armand Annet, gouverneur vichyste de Madagascar à l'époque (nommé le 11 décembre 1940, il ne remplaça son prédécesseur Léon Cayla sur le terrain que le 11 avril 1941), et de son supérieur le Ministre des Colonies Jules Brevié, ce dernier aurait donné l'ordre suivant: "Si des sous-marins japonais viennent, ne les traitez pas en agresseurs, même s'ils restent plus longtemps que ce que la loi permet."³ Les Britanniques n'avaient donc pas tort de penser qu'en cas d'attaque japonaise, les autorités de Vichy à Madagascar auraient fait la part belle à l'Axe. Pour couper court à ce scénario catastrophique qui aurait donné à l'Axe le contrôle des couloirs maritimes de l'Océan Indien, Churchill lança des troupes sud et est africaines à l'assaut de Diego-Suarez le 5 mai 1942. Avant de se rendre, les forces françaises perdirent 171 hommes, et infligèrent 121 pertes aux forces de débarquement. Après deux jours d'âpres combats, Diego-Suarez tombait aux mains des forces anglaises.⁴

Au cours de l'année 1942, les forces vichystes de l'île, sous le commandement du Général Guillemet,

³ BDIC (Bibliothèque de documentation internationale contemporaine, Nanterre) Procès Brevié/Annet, p. 72. Pour l'opinion selon laquelle aucune menace japonaise sérieuse ne pesait sur Madagascar, voir l'intéressante analyse de Martin Thomas, "Imperial backwater or strategic outpost? The British takeover of Vichy Madagascar, 1942," *The Historical Journal* 39:4 (décembre 1996). Ce dernier analyse par ailleurs les importants conflits que l'attaque sur Madagascar occasionna entre autorités britanniques et Forces françaises libres.

⁴ Sur la bataille de Diego-Suarez, voir le témoignage d'Henri Grapin, *Madagascar 1942* (Paris: La Pensée universelle, 1993).

allaient livrer à deux reprises une attaque déterminée contre les Anglais. Loin de se rendre quand les Britanniques donnèrent l'assaut sur le reste de l'île le 10 septembre 1942 (le 10 septembre sur Majunga, puis le 18 septembre sur Tamatave, enclenchant un mouvement de tenaille sur Tananarive), les forces pétainistes menèrent un combat de guérilla, battant en retraite sur toute la longueur de l'île, faisant sauter 58 ponts au passage pendant une campagne qui dura 56 jours pour aboutir enfin le 5 novembre 1942 à Ambalavao.⁵ L'intensité des combats fut telle que le Gouverneur Général Annet lui-même échappa de peu à la mitraillade d'un avion qui l'avait pris pour cible en rase-campagne.⁶

L'acharnement des forces de Guillemet devant un surnombre britannique manifeste s'explique en grande partie par le "loyalisme" des dirigeants de l'île envers le Maréchal Pétain. En métropole, on fit grand tapage du soi-disant martyr de Madagascar.⁷ Après la première attaque sur Diego-Suarez en mai 1942, Pétain dépêcha même un aviateur, le commandant Gaudillère, pour transmettre un message personnel aux habitants de Madagascar-- message qui en dit long sur l'usage presque féodal de la notion de fidélité qu'entretenait le Maréchal Pétain:

"Comme tant de territoires de notre Empire, Madagascar, déjà isolée par le blocus, a connu à son tour la violence.... Mes chers amis, je vous remercie de vos efforts et de vos sacrifices; j'en mesure toute la valeur; je vous exprime ma satisfaction de votre conduite: la Patrie est fière de votre fidélité. La France ne renonce à aucun des droits que vos actes ont affirmés; elle ne vous oublie pas, elle ne vous abandonne pas. C'est pour vous l'assurer moi-même que je vous envoie cet avion de France porteur de mon message de paternelle affection."⁸

On retrouve ici tous les leitmotifs de la propagande maréchaliste: soi-disant lâcheté britannique, visées anglaises sur l'empire colonial français, et une notion de loyalisme ancrée dans le culte de la personne du Maréchal, chef de l'État français. Ces mêmes thèmes allaient être réitérés quelques mois plus tard, alors que les troupes anglaises avançaient sur la capitale Tananarive.

Quelques heures avant l'entrée anglaise à Tananarive le 23 septembre 1942, le Gouverneur Général Annet déclara en effet dans la presse tananarivienne:

"Les troupes anglaises entreront bientôt à Tananarive. Certains fonctionnaires, légionnaires et

⁵ Ibidem; et Desmond Dinan, *The Politics of Persuasion. British Policy and French African Neutrality, 1940-1942* (New York: University Press of America, 1988), p. 229.

⁶ CAOM (Archives nationales, Centre des Archives d'Outre-mer, Aix-en-Provence), Affaires politiques 2046, télégramme 2858, daté du 7/10/42.

⁷ Sur la propagande impériale en métropole à l'époque, voir le chapitre de Charles-Robert Ageron "le Mythe de l'empire dans la France occupée" dans son ouvrage *France coloniale ou parti colonial?* (Paris: PUF, 1978), pp. 269-275. Voir également la section sur Vichy dans la thèse de Pascal Blanchard, "Nationalisme et colonialisme: Idéologie coloniale, discours sur l'Afrique et les Africains de la droite nationaliste française des années 30 à la Révolution Nationale" (Thèse, Paris I, 1994).

⁸ CAOM Madagascar CF 3, dossier 14, "Décisions administratives durant la guerre 39-45"; lettre de Pétain à Madagascar, Vichy le 6 juin 1942.

colons, se demandent ce qu'il faudra faire. Pour tous, il faudra continuer à donner le spectacle de calme dignité que la population a observé jusqu'ici sans qu'on le lui demande. Les fonctionnaires et les légionnaires devront obéir à la consigne que leur a donnée le Gouverneur Général qui est le porte-parole du Maréchal. Restez à vos postes. Continuer (sic.) à servir la France dans l'honneur... A ceux qui veulent des explications supplémentaires pour le cas où ils seraient loin de leurs chefs, nous dirons: obéissez à votre conscience de Français et, pour chaque cas particulier, dites-vous: que me conseillerait de faire le Maréchal s'il était ici?"⁹

Ainsi, après deux ans de discours maréchaliste à Madagascar, en s'appêtant à évacuer Tananarive devant l'avancée anglaise, Annet persistait, demandant aux Français de l'île de suivre la ligne du Maréchal comme s'il avait été là en personne. D'une part la gravité de ton du Gouverneur Général, et d'autre part la ferveur de son culte du Maréchal reflètent tous deux sa conviction pétainiste, et la portée du pétainisme dans l'île jusqu'en septembre 1942.

1940, UN CAP DÉCISIF

Pour comprendre l'attrait qu'exerça le Maréchal Pétain et sa politique dite de "Révolution nationale" à Madagascar, un retour en arrière s'impose. Comment expliquer que Madagascar soit tombé dans le giron pétainiste pendant l'été 1940? Dans un premier temps, la tragédie de Mers-el-Kébir n'y est pas étrangère, car elle mena à la démission du Gouverneur Général de Coppet (vacillant, il finit par opter pour Vichy), et son remplacement le 2 août 1940 par Léon Cayla, ancien gouverneur de l'île, bien plus enclin à suivre à la ligne la politique qui s'esquissait déjà à Vichy. Mais le fait que ce genre de décision ait été prise par les plus hauts dirigeants de l'île est aussi révélateur en soi: à aucun moment la population française, et encore moins la population malgache, n'ont été consultées pour savoir quel camp choisir-- celui de Pétain, ou celui du Général de Gaulle. Dans un deuxième temps, il convient de ne pas oublier qu'avant 1941, alors que l'administration française de Madagascar évoquait encore sans état d'âme une future construction européenne sous l'égide nazie,¹⁰ et que l'Angleterre faisait face seule aux assauts allemands (ni l'URSS ni les USA n'étant encore entrés en guerre), il aurait été fort difficile de prévoir la victoire du camp de l'Angleterre et du Général de Gaulle quatre ans plus tard. Le choix de Vichy constitue en ce sens également une option pragmatique-- bien qu'il soit difficile de voir ces questions en ces termes avec le recul d'aujourd'hui. Mais le facteur le plus crucial était peut-être simplement l'inertie: le Gouvernement du Maréchal Pétain semblait incarner à l'été 1940, aux yeux de presque tous, le gouvernement légitime de la France, dirigé par un ancien héros de la guerre de 14-18 auquel l'Assemblée nationale avait accordé les pleins pouvoirs. Par ailleurs, cette inertie découlait en partie de la nature même de l'administration (il faut tenir compte du fait, par exemple, que Léon Cayla avait auparavant servi un gouvernement qu'il détestait, le Front Populaire; les administrateurs d'outre-mer possédaient donc une certaine expérience en ce qui concerne la longévité de carrière et le pragmatisme). En effet, depuis Londres, les autorités britanniques expliquèrent en ces termes secs l'entêtement de Léon Cayla à maintenir Madagascar dans l'orbite de Vichy: "la clique au pouvoir à Madagascar... est constituée sans exception d'administrateurs de carrière, qui en

⁹ *Le Journal de Madagascar*, le 23 septembre 1942, p. 1.

¹⁰ CAOM, Madagascar 3A 26, Circulaire 72, du 26 décembre 1941.

tant que tels, sont prêts à obéir à n'importe quel gouvernement en France, tant que leurs postes sont maintenus."¹¹ En dernier lieu, il ne faudrait pas négliger les sympathies de la majorité des Français de Madagascar pour une version certes embryonnaire du futur régime de Vichy qui prenait forme à l'été 1940.¹² En effet, dans la mesure où le futur régime de Vichy paraissait déjà anglophobe (Dunkerque et Mers-el-Kébir étant étalés comme autant de trahisons), autoritaire, et hostile à la mollesse dont aurait fait preuve la Troisième République-- et le Front Populaire tout spécialement-- l'ordre nouveau séduisait sans aucun doute bon nombre de colons, administrateurs et autres Français de Madagascar, île qui avait été convoitée par les Anglais à la fin du XIXème siècle. Mais surtout, en situation coloniale, le discours hiérarchique, explicitement inégalitaire, traditionaliste, intégriste et bientôt xénophobe du Maréchal Pétain trouvait une résonance toute particulière.

Ceci étant, d'importantes exceptions se dégagent de ce tableau d'ensemble. Tout d'abord la population malgache, elle, bien que souvent décrite à tort comme 'apolitique' par les rapports vichystes, semble avoir maintenu, surtout sur les Hauts Plateaux, une certaine sympathie à l'égard de la Grande Bretagne, et une hostilité nette envers le nouveau régime. Les indicateurs d'opinion politique en situation coloniale (a fortiori sous Vichy) étant peu fiables, il est évidemment difficile de se prononcer formellement sur cette question. Mais si l'on tient compte du rapport de novembre 1942 d'un certain J.F. Clermont aux forces françaises libres à Londres: "Les indigènes ont été nettement anti-Vichy. Leurs leaders ont été malheureusement les 'pseudo communistes...'"¹³ Les dissidents communistes malgaches étaient donc reconnus, à contrecœur, comme les meneurs de l'opposition anti-Vichy à Madagascar de 1940 à 1942. Une autre catégorie retint cependant l'attention de Clermont: "Les Grecs ont été vraiment remarquables. Je n'ai pas peur d'affirmer que les plus 'gaullistes' à Madagascar étaient les Grecs. M. Mellis, propriétaire de l'Hôtel Glacier a été épatant. Son hôtel était le rendez-vous de tous les amis."¹⁴ La population grecque de la Grande Ile-- souvent commerçante-- et alliée aux forces françaises libres par leur hostilité commune à l'Italie fasciste, représenta donc elle aussi l'un des pôles d'opposition au régime de Vichy. Il faudrait ajouter une dernière catégorie d'opposants: les dissidents Français, tel Don Ignace Albertini ancien avocat à la cour d'appel de Tananarive, emprisonné pendant presque toute la durée de la période de Vichy, qui subirent de plein fouet les lois du nouveau régime. Cette législation issue de Vichy permettait en effet de dénaturaliser et de déposséder tout opposant s'étant rallié aux forces françaises libres, d'emprisonner tout individu pour port de symbole non autorisé (mesure détournée visant la Croix de Lorraine), ou encore de traîner

¹¹ Public Records Office, Londres, FO 371, 28238, rapport du 4 juillet 1941; traduction de l'Anglais par l'auteur.

¹² J'ai soutenu cet argument dans mon ouvrage; Eric Jennings, *Vichy in the Tropics: Pétain's National Revolution in Madagascar, Guadeloupe and Indochina, 1940-1944* (Stanford: Stanford University Press, 2001)—doit sortir prochainement en traduction chez Grasset, sous le titre "*Vichy sous les Tropiques.*"

¹³ Archives Nationales, Paris, 3W 48 Procès Annet, 622, rapports gaullistes. Sur le parcours de ce même Clermont, voir l'étude de Claude Bavoux, "Les Zanatany de Madagascar entre la Seconde guerre mondiale et l'insurrection de 1947: une communauté en état d'hypomnésie" *Travaux et Documents, revue de l'Université de la Réunion*, 16 (novembre 2001).

¹⁴ Archives Nationales, Paris, 3W 48 Procès Annet, 622, rapports gaullistes.

devant une Cour martiale toute personne semblant s'opposer au nouveau régime. Peu après son retour à Madagascar en 1940, Léon Cayla donna dans la presse le ton de cette campagne de répression:

"Ceux qui persisteraient à faire opposition d'une façon quelconque à l'oeuvre de salut que le Maréchal Pétain assume hautement devant l'histoire, ceux qui faciliteraient ainsi les entreprises de dissidence n'apparaîtraient plus que comme des irréductibles à mettre impitoyablement hors d'état de nuire."¹⁵

Parmi les premiers de ces dissidents politiques français à Madagascar sous Vichy l'on dénombre notamment les membres de l'association France Grande-Bretagne. Ceux-ci avaient dès le 20 juin 1940 "protesté énergiquement contre toute acceptation des conditions de l'Allemagne." Comme le Général de Gaulle, les membres de cette association avaient mis l'accent sur le fait que "Toutes les colonies restent debout, intactes, prêtes à se battre."¹⁶ La veille, un "Groupement représentant toutes les catégories de la population de Madagascar" avait envoyé un télégramme au Général de Gaulle, affirmant "leur attachement indéfectible à la cause des Alliés, [et] leur Volonté unanime, inébranlable de continuer la lutte aux côtés de l'Empire britannique."¹⁷ Et quelques mois plus tard, le 3 septembre 1940, le Gouverneur Général Cayla rapportait à Vichy "qu'il se trouve en présence d'un véritable complot ayant pour but de mettre tous les chefs civils et militaires hors d'état d'agir... et que les sympathisants à la dissidence arborent comme insigne de ralliement au mouvement de Gaulle des Croix de Lorraine."¹⁸ Pourtant, chacune de ces tentatives de ralliement aux côtés du Général de Gaulle se solda par un échec. La répression dont usait les Gouverneurs Généraux de Madagascar sous Vichy en est une cause principale. Mais à relire la presse de l'époque, à voir en quels termes étaient traités les dissidents décrits ci-dessus, à constater l'attrait que purent avoir les suppôts du régime, tels la Légion française des combattants et volontaires de la Révolution nationale, à observer la lutte menée à l'encontre des forces britanniques en 1942, à voir enfin comment l'on adapta avec zèle à Madagascar les statuts à l'encontre de Juifs et francs-maçons entre 1940 et 1942, on peut conclure que, contre vents et marées, la majorité de la population française de Madagascar restait loyale au régime du Maréchal Pétain. Beaucoup allaient même se montrer fort réticents à récuser Vichy pendant l'occupation anglaise, voire après l'arrivée du représentant gaulliste Paul Legentilhomme en décembre 1942.¹⁹

LES CONJONCTURES ÉCONOMIQUE ET SOCIALE

Les responsables vichystes de l'île firent systématiquement preuve de jusqu'aboutisme, que ce soit dans le combat dirigé par Annet et Guillemet contre les Anglais, ou encore dans la détermination de Cayla, dès 1940 de faire face au blocus maritime engagé par les anglais dans le but de rallier l'île à leur cause. Plutôt que d'obtempérer, Léon Cayla et son successeur Armand Annet prirent le risque de voir se déclarer une disette, ou l'asphyxie économique totale de l'île. Comme nous le constaterons ci-dessous, les conséquences du blocus ne

¹⁵ *Le Journal de Madagascar* le 5 novembre 1940, p. 1.

¹⁶ CAOM, Cabinet 54, dossier 344, le 20 juin 1940.

¹⁷ CAOM, Agence FOM 401, dossier 1bis 1, "Madagascar et la guerre..."

¹⁸ CAOM, Affaires Politiques 2520, dossier 9.

¹⁹ Cf. Eric Jennings, *Vichy in the Tropics*, op. cit.

furent pas les mêmes pour tous, et furent très certainement plus durement ressenties par les Malgaches que par les Européens.

D'après le recensement de 1940, l'île de Madagascar comptait plus de quatre millions d'habitants dont environ quatre millions de Malgaches, 50,229 "Européens et Assimilés," chiffre constitué de 29,869 Français, 2,887 étrangers européens, et 17,473 "assimilés" (dont 9,615 Indiens et 4,144 Chinois).²⁰ Cette population dépendait en partie de produits finis émanant de la métropole ou de l'étranger, et comptait en contrepartie sur une liaison maritime régulière pour écouler ses importants stocks de mica et de graphite. Une des premières conséquences du blocus fut donc le ralentissement économique de l'île. La réduction des exportations ne fut cependant pas aussi dramatique que l'ont laissé entendre certains historiens. En effet, d'après les chiffres du Service de douanes de Madagascar, l'île réussit tout de même à exporter presque 96,000 tonnes de produits en 1940, et 75,000 tonnes en 1941 (exportant certes moins vers la métropole, mais plus vers l'Indochine par exemple). C'est au niveau des importations, en revanche, que l'économie locale fut le plus touché: celles-ci chutèrent de 71,023 tonnes en 1939, à 29,377 tonnes en 1940 et enfin à 11,530 piètres tonnes de produits en 1941.²¹

Le ralentissement économique, le manque d'approvisionnement et surtout la concentration des denrées et des vivres vers les grandes villes, mena à une situation parfois critique dans la campagne malgache. Pour l'historienne Lucile Rabearimanana, la période de Vichy marqua un appauvrissement très net des zones rurales de la province d'Antananarivo.²² Une analyse des données en vivres pour la région de Manjakandriana, celle-là même étudiée par Lucile Rabearimanana, révèle non seulement que les stocks de riz, de farine, de maïs avaient nettement baissé entre 1939 et 1941, mais aussi que les administrateurs locaux avaient simplement revu à la baisse les besoins en vivres des Malgaches. Ainsi, alors que l'on avait estimé les besoins en riz de la région à 2,690 tonnes en 1939, ils étaient descendus à 2,300 tonnes en 1941. De même, alors que l'on avait estimé qu'il faudrait 2,650 kilos de farine pour la région en 1939, on considérait que 600 kg suffiraient en 1941.²³ Et à Manjakandriana sous Vichy, un policier malgache nommé Rakoto rapportait à son supérieur: "le riz fait complètement défaut dans les magasins de chinois et autres commerçants de la ville de Manjakandriana; on n'en trouve plus à acheter- tous les magasins sont vides en riz."²⁴ Comme l'a démontré Lucile Rabearimanana, pour des raisons diverses toute la région de l'Imerina vit chutter de façon très significative sa production rizicole entre 1940 et 1943.²⁵ De surcroît, beaucoup de Malgaches se plaignaient d'un partage peu équitable des vivres entre colonisateurs et colonisés. Un rapport de police datant du 9 février 1942 relate une conversation entre deux employés malgaches de la ville de Tananarive (l'un secrétaire à l'hôtel de ville et l'autre membre du service de la

²⁰ *Le Journal de Madagascar* le 25 janvier 1941, p. 1.

²¹ Madagascar et dépendances, Direction des douanes. *Rapport annuel, 1941*.

²² Lucile Rabearimanana, "Le district de Manjakandriana (Province d'Antananarivo) pendant la deuxième guerre mondiale: désorganisation économique et restructuration sociale" *Omalv Sy Anio* 29-32 (1989-90): 450.

²³ CAOM, Madagascar, PT 211.

²⁴ Ibidem.

²⁵ Lucile Rabearimanana, "Le district de Manjakandriana..." op. cit., p. 438.

voirie): "A vrai dire les Européens ont encore les stocks qui leur sont nécessaires. Ayant de l'argent, ils ont pu s'approvisionner avant la guerre. Les Malgaches qui sont pauvres n'ont comme vêtements que ce qu'ils portent sur eux."²⁶ La police omniprésente de Vichy réussit de la sorte à enregistrer la grogne croissante d'employés malgaches dont le niveau de vie chutait considérablement sous Vichy. Ajoutons à ces facteurs l'augmentation constante des impôts entre 1940 et 1943.²⁷

Dans toute l'île, la situation engendrée par le blocus occasionna d'importantes mutations structurelles et sociales. Les gouverneurs Cayla et Annet utilisèrent le prétexte du blocus pour augmenter les peines de travaux forcés sous le régime de l'indigénat, pour redoubler la pratique des "prestations," et pour transformer les écoles de l'île en vastes ateliers de travaux manuels.²⁸ Dox Ratrematsialonina a montré comment les peines de travail forcé encourues sous le code de l'indigénat doublèrent à Madagascar entre 1939 et 1941.²⁹

Dans la vie quotidienne, les habitants de la Grande Ile eurent recours à des ersatz. A l'Institut Pasteur de Tananarive, on commença dès 1940 à manquer cruellement de matériel scientifique.³⁰ L'aviateur Gaudillère, celui-là même envoyé en personne par le Maréchal Pétain pour remettre son message de soutien à Madagascar en 1942, relate qu'en l'espace de quelques heures seulement, il put s'apercevoir des carences subies par la population: "Quant aux importations, leur disparition amène aussi quelque gêne; le manque de carburants et le manque de textile commencent à se faire sentir."³¹ Le système-D fut érigé en modèle: en juin 1942, le Gouverneur Général Annet organisa à Tananarive une grande "Exposition de l'Adaptation économique," censée "montrer comment Madagascar pourra continuer à vivre sans trop d'inconvénients, malgré le ralentissement du commerce extérieur dû à la guerre."³²

LA RÉVOLUTION NATIONALE

A Madagascar comme en France, c'est pendant cette situation de disette, de pénurie, de système-D et de blocus, que les autorités françaises tentèrent d'opérer une "Révolution nationale," en invoquant un redressement collectif, un ressaisissement de la France dans le sillage de la débâcle de juin 1940. La distance de 10,200 kilomètres qui séparait Madagascar de la France métropolitaine n'entraîna en rien l'ardeur de l'idéologie pétainiste à Madagascar. Au contraire, les piliers du régime, son idéologie, son autoritarisme et ses haines furent tous introduits un par un à Madagascar. Comme j'ai pu l'indiquer dans mon ouvrage qui compare la Révolution

²⁶ CAOM, Madagascar, 3B 535.

²⁷ Jean-Roland Randriamaro, *PADESM et luttes politiques à Madagascar* (Paris: Karthala, 1997), p. 42.

²⁸ Sur ce dernier point, voir Eric Jennings, "Vichy à Madagascar: la Révolution nationale, l'enseignement et la jeunesse, 1940-1942," *Revue d'histoire moderne et contemporaine* 46:4 (décembre 1999): 727-744

²⁹ Dox F. Ratrematsialonina "Madagascar pendant la deuxième guerre mondiale. Un essai d'autarcie, 1939-1943," Thèse, Université d'Aix-en-Provence, Vol. 2, pp., 180-185.

³⁰ Archives de l'Institut Pasteur, Paris. IPO RAP 30. Rapport Tananarive 1940, pp. 9-10.

³¹ Commandant Gaudillère, *Ciels d'Empire* (Paris: Jean-Renard, 1942), p. 104.

³² CAOM, Madagascar PM 121.

nationale dans différentes colonies, la responsabilité pour cette exportation du Pétainisme outre-mer incombe au Ministère des Colonies sous Vichy, et en particulier à l'Amiral Charles-René Platon, qui insista pour que les pierres angulaires du pétainisme, tels la Légion française des combattants, ou encore la législation anti-juive de Vichy, soient exportées aux colonies.³³ Mais cela ne modifie en rien le fait que les autorités françaises à Madagascar, à commencer par les Gouverneurs Cayla et Annet, et le Secrétaire général Ponvienne, aient appliqué avec beaucoup de zèle les consignes de Vichy.

D'un point de vue purement pratique, la Révolution nationale fut exportée à Madagascar par la T.S.F., par le poste de radio Alouis, et par les consignes données depuis Vichy jusqu'à Madagascar. Ainsi, le culte du chef si répandu en France sous Vichy fit rapidement son apparition dans la Grande Ile. Certaines adaptations artisanales locales de l'image de Pétain furent cependant l'objet de polémiques. Deux portraits du Maréchal réalisés par des artistes Malgaches se virent en effet refusés par les autorités locales, qui les trouvaient et quelque peu fantaisistes et pas suffisamment flatteuses.³⁴ Les images officielles prirent alors le relais; le 19 juillet 1941, le *Journal Officiel de Madagascar* annonçait avec éclat: "Vient de paraître: Photographie du Maréchal Pétain, Chef de l'État Français format 32 x 38. En vente à l'imprimerie officielle; Prix de vente, 7 fr. 50 pièce."³⁵ Jusque dans les endroits les plus reculés de la Grande Ile, les administrateurs rapportaient avec satisfaction que toutes les maisons malgaches arboraient un portrait du Maréchal Pétain.³⁶ C'était là au yeux des autorités locales un double signe de loyauté extérieure: au nouveau régime, et à la nation colonisatrice.

L'image du Maréchal n'était certes que le reflet d'une idéologie intégriste, elle-même héritière des ligues fascistes de l'entre-deux-guerres en France. Après la guerre, les procureurs retinrent la phrase suivante du gouverneur Annet, choisie parmi tant d'autres, pour indiquer à quel point celui-ci s'était faite l'homme lige du Maréchal à Madagascar: "Pour rénover la France, il fallait repérer les tares qui avaient conduit notre Patrie au seuil de la mort, les supprimer, repérer les rejets de la Race encore saine pour vivifier et recréer la belle floraison bien française. Le nettoyage des tares fut immédiatement entrepris."³⁷ Comme en France métropolitaine, ce discours d'exclusion, cette rhétorique eugénique et raciste allait curieusement de pair avec un autre discours, lui, moralisateur, triomphaliste et régénérateur. A l'instar de la métropole, les autorités pétainistes de Madagascar insistèrent par exemple sur la nécessité d'accroître le taux de natalité malgache. Pour Vichy, hygiène politique, hygiène sociale et prolifération démographique ne faisaient qu'un. Ainsi en décembre 1941 une campagne de causeries et de conseils pratiques fut lancée auprès des femmes malgaches, dans le but "de rendre leurs foyers plus sains, plus propres, plus agréables, plus peuplés d'enfants mieux nourris et plus forts"³⁸-- en somme une

³³ Eric Jennings, *Vichy in the Tropics*, chapitre 1.

³⁴ CAOM, Madagascar DS 482: l'Administrateur chef Bourguine au chef du service de l'information: "Estime que portrait du Maréchal par Ranaivoson est vraiment trop mal réussi pour être exposé surtout à Diego-Suarez."

³⁵ *Journal Officiel de Madagascar et dépendances*, le 19 juillet 1941, p. 55.

³⁶ Voir Eric Jennings, *Vichy in the Tropics*, chapitre 3.

³⁷ BDIC Procès Annet, p. 20.

³⁸ "Note au sujet de l'éducation hygénique de la femme malgache" *Gazette médicale de Madagascar*, numéro 14, décembre 1941, p. 33.

copie conforme des idéaux moraux et familiaux prônés par Pétain, et partie intégrante de sa devise "Travail, Famille, Patrie."

C'est bien évidemment sur le dernier de ces trois thèmes-- la Patrie-- que les autorités pétainistes de Madagascar jouèrent le plus. La presse locale décrivit dans les termes suivants l'allocution du Lieutenant Gresset, se prétendant le représentant du Maréchal Pétain (un subterfuge découvert peu après par Annet, mais qui met en relief la nature personnalisée du pouvoir sous Pétain),³⁹ devant une salle de cinéma comble de la capitale malgache en novembre 1941:

Sur une scène... au fond de laquelle se détache un grand portrait du Maréchal, le conférencier a groupé autour de lui les porte-fanions des diverses sociétés sportives et scolaires, jeunes gens à gauche, jeunes filles à droite. Le Gouverneur Général pénètre dans la salle, accueilli par la Marseillaise... Le lieutenant Gresset parle... Les trois principes sur lesquels s'appuiera la nouvelle France sont le racisme, dans l'union de la France et de l'empire; la notion religieuse d'idéal; le culte de l'honneur sans compromis et de la force qui peut seule redonner à la patrie la vitalité qu'elle a perdue. La France, dit-il sera française, elle sera chrétienne, elle sera forte... La conférence du lieutenant Gresset a été interrompue à chaque instant par les applaudissements d'une jeunesse vibrante. Les jeunes gens de la Grande Ile et de la Réunion qui l'ont écoutée à la radio ont certainement partagé l'enthousiasme des auditeurs de Tananarive."⁴⁰

Cette citation pourrait très bien avoir été tirée d'un discours maréchaliste en métropole, de Georges Lamirand par exemple, ou même de Pierre Laval. Que ce ton ait prévalût à Madagascar, que la jeunesse locale ait été à ce point embrigadée sous la direction d'Olivier Leroy,⁴¹ enfin, qu'un simple lieutenant de passage ait pu être confondu avec un porte-parole du Maréchal, en dit long sur un régime non seulement raciste et autoritaire, mais aussi basé sur des relations quasi-féodales, et enfin sur le clonage du Vichy métropolitain à Madagascar. Porté à son paroxysme, cet intégrisme se transformait en collaborationisme à distance: ainsi le fanatique Marc Chaumet lançait à quelques jours de l'arrivée des Anglais à Tananarive: "Oui, je suis pour la victoire allemande. Parce que le Maréchal et Laval sont pour elle.... Sans entente franco-allemande il n'est pas de paix européenne possible... Dire qu'il est des Français pour trouver bien que les Britanniques frappent les Français vaincus, leurs anciens alliés.... NON! Le Français continue à vivre dans la France et le Maréchal. Vive Pétain! Et au dessus de lui, éternellement, le Christ."⁴²

Certains piliers du nouveau régime à Madagascar jouèrent un rôle déterminant dans la diffusion d'une telle propagande. Aux devants de ceux-ci figure la Légion française des Combattants et Volontaires de la

³⁹ Sur ce subterfuge, voir Eric Jennings, *Vichy in the Tropics*, chapitre 2.

⁴⁰ *La femme coloniale* (mensuel, Tananarive), novembre 1941 p. 1: "Vive la France! Vive le Maréchal Petain!"

⁴¹ Sur l'embrigadement de la jeunesse par Olivier Leroy, directeur de l'enseignement à Madagascar, cf Eric Jennings, "Vichy à Madagascar" op. cit.

⁴² *Servir, hebdomadaire chrétien*, le 11 septembre 1942.

Révolution nationale, véritable fer de lance du pétainisme dans la Grande Ile comme ailleurs.⁴³ La presse locale qualifia d'ailleurs la Légion "d'aristocratie du courage; chevalerie des temps nouveaux."⁴⁴ La réalité était moins glorieuse. D'impitoyables luttes d'influences furent livrées à ses chefs, le lieutenant-colonel Forgeot et le Père Poisson.⁴⁵ La Légion n'en demeura pas moins très active comme agent de liaison entre l'administration et la population, fonction qui lui avait été attribuée par Armand Annet dans une circulaire: "J'ai rappelé aux autorités administratives que la Légion devait, par l'intermédiaire de tous les membres et plus particulièrement de ses présidents de section qui sont en contact direct quotidien avec les populations, informer et agir pour que dans tous les domaines, en tous lieux, se répande et se développe l'esprit de la Révolution Nationale."⁴⁶ Quant à ses effectifs, ils furent divisés par la Légion elle-même en trois catégories: anciens combattants européens, anciens combattants "indigènes", et volontaires de la Révolution nationale. Que les Malgaches n'aient pas été admis en tant que volontaires est bien sûr une mesure du racisme colonial à leur égard, et peut-être une indication d'une réticence coloniale à partager une Révolution nationale considérée comme une véritable potion magique dont la recette devait rester secret.⁴⁷ En tout état de cause, les membres de la Légion se répartissaient comme suit en avril 1942: 870 anciens combattants européens, 919 anciens combattants Malgaches, 774 volontaires, pour un total de 2563 adhérents, divisés en onze circonscriptions: Tananarive, Tamatave, Diego-Suarez, Nossi-Be, Majunga, Fianarantsoa, Mananjary, Morondava, Tuléar, Fort-Dauphin et les Comores.⁴⁸ Ces chiffres sont certes moins élevées qu'en Indochine, où une très forte proportion de la population européenne y adhéra, mais reflètent tout de même un enracinement de cette institution de pointe de la Révolution nationale (ajoutons qu'à Madagascar certains Français refusèrent d'adhérer à la Légion, ou la quittèrent pour le motif que celle-ci était trop modérée!).

D'autres institutions plus anciennes apportèrent elles aussi leur soutien au nouveau régime. L'Église Catholique locale était de celles-ci. Dans son rapport politique sur l'année 1941, l'Administrateur en Chef de Diego-Suarez notait que "La Mission Catholique a fortement organisé la jeunesse locale tant européenne qu'indigène et nous prête son concours sans réserve à l'occasion des diverses manifestations officielles."⁴⁹ Dans une lettre du 12 septembre 1941, le Père Robert Gremion, Aumônier du Cercle Saint-Michel à Diego-Suarez écrivait à l'administrateur-en-chef de la région:

⁴³ Sur la Légion, voir Jean-Paul Cointet, *La Légion française des combattants, 1940-1944. La tentation fasciste* (Paris: Albin Michel, 1995).

⁴⁴ *Le Journal de Madagascar*, 13 février 1941, p. 1.

⁴⁵ CAOM, Affaires politiques 3618, Platon au Directeur Général de la Légion, le 9 août 1941. Au sujet de l'attitude politique du Père Charles Poisson en 1940-1941, voir également Lewis Pyenson, *Civilizing Mission: Exact Sciences and French Overseas Expansion, 1830-1940* (Baltimore: Johns Hopkins University Press, 1993), p. 239.

⁴⁶ CAOM, Madagascar 3B 155, rapport sur la Légion du 22 avril 1942, p. 16.

⁴⁷ Pour plus de détails sur l'exclusion des Malgaches des Volontaires de la Légion, voir Eric Jennings, *Vichy in the Tropics*, chapitre 3.

⁴⁸ CAOM, Madagascar 3B 155.

⁴⁹ CAOM, Madagascar 2D 81, p. 12.

"Monsieur l'administrateur, pour faire suite à notre conversation de mercredi soir, je me suis empressé de réunir quelques jeunes gens de mon cercle. Je leur ai exposé dans les grandes lignes ce que le Pays et le Maréchal attendaient d'eux et après leur avis, j'ai choisi M. Rivière comptable au comptoir d'escompte pour devenir membre de la cellule primaire. C'est un homme sur lequel on peut compter et qui travaillera avec ardeur à la Grande oeuvre de la Révolution Nationale... Vous pouvez toujours compter sur mon appui et la collaboration de tous mes groupements catholiques. Vive Pétain!"⁵⁰

Une telle collaboration de la part du clergé local par ailleurs acquis d'office à Pétain facilita sans aucun doute la diffusion de la Révolution nationale dans la population. L'intérêt de membres du clergé pour l'ordre nouveau peut s'expliquer en partie par l'élan de religiosité retrouvé en 1940. Alors que d'anciens dirigeants coloniaux de l'île comme Joseph Gallieni, Victor Augagneur ou encore Marcel de Coppet avaient été connus pour leur laïcité, les Gouverneurs Cayla et Annet, quant à eux s'empressèrent de forger des liens avec les églises, notamment en ce qui concerne l'enseignement religieux.⁵¹ Ce sont pourtant les autorités religieuses elles-mêmes qui prirent l'initiative de ce rapprochement qui abrogea la division entre église et état: les dix évêques de l'île sollicitèrent un entretien avec Annet pour demander que soient "apporté[ées] certaines atténuations à la réglementation instaurée par le gouverneur général Augagneur." Annet relate qu'ils espéraient de la sorte "mettre au profit les circonstances plus favorables amenées par le régime politique métropolitain."⁵²

LES BOUCS ÉMISSAIRES

Il est aussi tragique que révélateur que Vichy pourchassa ses boucs émissaires jusqu'aux confins de l'Océan indien, où il aurait été d'autant plus difficile d'alléguer que Juifs, Francs-maçons ou Communistes avaient mené à la défaite de la France, car l'île ne comptait qu'une vingtaine de Juifs, et que bien sûr Madagascar n'était alors tombé à aucun ennemi, et n'avait subi aucun revers comparable à celui de 1940 en France métropolitaine. Pourtant, une sorte de repentissement et d'épuration par procuration allait sévir à Madagascar sous Vichy.

La politique antisémite de Vichy fut mise en marche à partir de 1940 dans cette île qui avait failli servir de terre d'exil aux Juifs européens à plusieurs reprises dans l'entre-deux-guerres.⁵³ La presse locale rapporta à l'été 1940, que toutes personnes juives au regard de la loi du 2 juin 1941 devaient s'auto-dénoncer pour le recensement prévu par la loi (comme en métropole ils devaient préciser le montant de leurs biens, leur

⁵⁰ CAOM, Madagascar DS 481, 12 septembre 1941.

⁵¹ Voir Eric Jennings, "Vichy à Madagascar..." op. cit.

⁵² Armand Annet, *Aux heures troublées de l'Afrique française* (Paris: Editions du Conquistador, 1952) p. 99.

⁵³ Sur les projets, souvent rocambolesques, d'immigration juive sur Madagascar, cf Magnus Brechtken, *"Madagaskar für die Juden": Antisemitische Idee und politische Praxi, 1885-1945* (München: Oldenbourg Verlag, 1997). Sur l'antisémitisme de Vichy en métropole, voir Michael Marrus et Robert Paxton, *Vichy et les Juifs* (Paris: Calmann Lévy, 1981).

profession etc.).⁵⁴ Le recensement ne dénombra que 26 Juifs dans toute l'île, dont 13 de nationalité française, et 13 étrangers.⁵⁵ Par la suite, comme en métropole une série de professions furent interdites aux Juifs. S'en suivirent des lettres certifiant une appartenance à la "race française et la religion catholique."⁵⁶ Il en résulta également de sombres dénonciations, comme celle à l'encontre d'un certain Alexandre Dreyfus, dont le délateur anonyme écrivait à la police tananarivienne qu'il continuait d'exercer sa profession de marchand de riz, alors que les lois antisémites de Vichy avaient précisé l'activité de marchand de grains comme l'une des professions interdites aux Juifs.⁵⁷

Les autorités de Vichy à Madagascar s'acharnèrent tout autant, sinon plus, contre la Franc-maçonnerie qui, elle, était soupçonnée d'avoir de très nombreux adeptes dans l'île. Témoin d'une idéologie qui pensait détruire d'une main en bâtissant d'une autre, l'acte du Journal Officiel de Madagascar du 11 octobre 1941 rapportant l'interdiction des sociétés secrètes fut inscrit côte à côte avec une autre loi autorisant, elle, la formation à Tananarive des Coeurs vaillants, et des Âmes vaillantes.⁵⁸ Or, pour Vichy, la franc-maçonnerie et les âmes vaillantes représentaient, sans exagération, respectivement l'anti-France d'une part et la France régénérée d'autre part. Il est difficile de reconstituer aujourd'hui avec quelle véhémence la Franc-maçonnerie malgache fut attaquée sous Vichy. Un éditorial du 7 février 1941 dans le *Journal de Madagascar* alléguait que lors de la vente aux enchères d'objets à Analakely d'une loge spoliée par ordre de Vichy, la plupart des "trésors" seraient rachetés par des "pontifes" en civil. Ensuite, l'article tenta de rapprocher la Franc-maçonnerie et du Front Populaire et du Gaullisme. Cet article imbu d'une pure paranoïa réactionnaire scandait:

Peuple de France, reveille-toi. Les Francs-maçons, en effet, malgré la dissolution de leur société illégale n'ont pas désarmé. Ils trouvent qu'ils n'ont pas assez gouverné et dirigé la France, et leur plus secret désir est de voir disparaître le Maréchal. Ils trouvent qu'ils n'ont pas assez chloroformé la masse. Ils trouvent que l'âme française n'a pas été suffisamment diminuée.⁵⁹

Cette paranoïa fut suivie par des actes: tous les administrateurs de l'île durent signer un certificat de non-appartenance à la franc-maçonnerie, et plusieurs administrateurs furent limogés pour avoir été franc-maçons par le passé.⁶⁰

Cependant, Cayla et Annet ne se contentèrent pas de pourchasser des boucs émissaires identifiés par Vichy; ils prirent aussi le soin d'en inventer d'autres. Alors même que la Chambre de Commerce de Tamatave dénonçait une soi-disant mainmise des Indiens et des Chinois sur les petits commerces de l'île, l'administration donnait l'ordre d'expulser six commerçants Chinois (cinq de Tamatave, un autre de Brickaville) de l'île par le

⁵⁴ "Recensement des Juifs" *Servir, hebdomadaire chrétien*, le 29 août 1941, p. 6.

⁵⁵ CAOM, Madagascar CAOM 4D 45.

⁵⁶ CAOM, PM 128.

⁵⁷ Archives nationales de Madagascar, Antananarivo. Dossier D 736.

⁵⁸ *Journal Officiel de Madagascar et dépendances*, 11 octobre 1941, pp 740-1.

⁵⁹ "La Maçonnerie aux abois" *Journal de Madagascar*, le 7 février 1941, p. 1.

⁶⁰ CAOM, Madagascar 3A15 (2) et Madagascar DS 427.

prochain navire.⁶¹ Cette discrimination à l'encontre d'une minorité immigrée en rappelle d'autres-- et montre bien comment le changement de régime en 1940 ouvra les portes à des excès en tout genres. Il est probable que la Chambre de Commerce de Tamatave ait été sinophobe avant 1940; seulement sous un régime nominale ment républicain (quoique colonial et donc très loin d'être démocratique) une telle mesure n'aurait pas été possible. De sorte que, à Madagascar, comme en France, la période de Vichy fut le théâtre de terribles règlements de compte.

LA 'POLITIQUE MALGACHE' DE VICHY

Dans une situation coloniale, où 30,000 Français côtoyaient quatre millions de Malgaches, il n'est guère étonnant que les autorités coloniales de la Grande Ile se soient posé la question de savoir si les Malgaches étaient oui ou non visés par la Révolution nationale. Pour beaucoup de colonisateurs, l'idée même leur était abhorrente. En effet, plusieurs rapports de province expliquent qu'étant donné que la nation colonisatrice avait déjà souffert une perte de prestige considérable par sa déroute aux mains de l'Allemagne nazie, il ne fallait pas, en plus, souligner les erreurs françaises du passé, en attaquant le Front Populaire, par exemple.⁶² D'autres objectèrent fort logiquement que la notion même de "Révolution nationale" pourrait être interprétée d'une manière bien différente, et être utilisée à des fins nationalistes anti-françaises.⁶³ La solution de l'administration semble avoir été de laisser les Malgaches en marge de leur campagne pétainiste, du moins en partie. Ainsi, comme on a pu le constater, les Malgaches ne furent pas admis comme volontaires de la Légion. En revanche, beaucoup de Malgaches allaient subir de plein fouet une recrudescence du travail forcé, et d'autres encore allaient être embrigadés dans les camps de jeunesse.

Il ne faudrait donc pas conclure que la propagande de Vichy passa outre les Malgaches. Au contraire, Cayla et Annet s'attelèrent à 'adapter' souvent de manière fort condescendante, le pétainisme à une culture qu'ils estimaient hiérarchique et féodale. Il s'agissait pour Cayla et Annet de marier traditions Malgaches (ou du moins l'impression souvent approximative qu'ils en avaient) et ordre nouveau. Le résultat hybride fut inédit. L'administration coloniale organisa des conférences pour apprendre aux chefs de district à mieux malgachiser le Pétainisme afin de faire passer le message que Pétainisme et Fokonolona, par exemple, ou que le Maréchal et Andrianapoinimerina, ne faisaient qu'un! Ainsi, en présentant un thème de propagande sur Pétain, un sous-gouverneur affirma:

"Le Maréchal est ce que les Malgaches appellent couramment *Vovonana iadian' ny lohany*, qui peut se traduire 'faîte sur lequel reposent les chevrons du toit'. Quand on veut une maison solide, on s'arrange pour que tous les éléments qui la composent soient bien assemblés. De même si l'on veut

⁶¹ *Journal Officiel de Madagascar et dépendances*, 5 juillet 1941, p. 506. Sur la Chambre de Commerce de Tamatave, voir Eric Jennings, *Vichy in the Tropics*, chapitre 2. Sur la communauté chinoise de Madagascar, voir Leon Slawewski, *French Policy towards the Chinese in Madagascar* (Hamden: Shoestring Press, 1971).

⁶² CAOM, Madagascar 6(2) D48: Note de renseignements, Tananarive, 3 décembre 1940 et CAOM, Madagascar, 2D 21.

⁶³ Voir Eric Jennings, *Vichy in the Tropics*, op cit., chapitres 1 et 3.

une France forte, il faut que tous ses enfants soient unis derrière le Chef. Et quand je parle de la France, j'entends non seulement la France de la Métropole, mais également celle d'outre-mer qui ne font qu'un seul et même bloc... Aussi le mot d'ordre est dorénavant 'tous derrière le Maréchal, notre *Ray aman-dreny*, pour la Révolution Nationale. Vive le Maréchal!"⁶⁴

Par une circulaire d'octobre 1941, à l'attention de tous les Chefs de district, Armand Annet donnait l'ordre d'assimiler l'idée du Maréchal Pétain à celle du *Mpanjaka*, ou administrateur suprême.⁶⁵ Ce surprenant effort de recoupage de culture malgache et de politique pétainiste n'était-il qu'une manipulation cynique de la part d'Annet, ou celui-ci pensait-il, comme certains théoriciens de la Révolution nationale, qu'il y avait bel et bien symbiose entre Pétainisme et le Madagascar d'antan, qu'il s'imaginait folklorique et absolutiste à la fois?⁶⁶

Dans un tout autre contexte, l'avènement de Vichy en 1940 marqua aussi un durcissement très prononcé du colonialisme à Madagascar-- et ce sur fond de pénurie engendrée par le blocus maritime de l'île. En effet, les prestations dites 'en nature', le travail forcé sous toutes ses formes-- que ce soit en lieu d'imposition fiscale, ou sous forme de peine judiciaire-- augmentèrent très fortement sous Vichy. D'ailleurs, après la disgrâce de Vichy dans l'île en 1942, une délégation de notables malgaches se plaignant du régime Cayla-Annet, focalisa en très grande partie ses griefs sur la question du travail forcé.⁶⁷ S'il est certain que Cayla et Annet n'inventèrent nullement le travail forcé à Madagascar, et que la pratique allait d'ailleurs se répandre encore plus de 1942 à 1945 alors que l'île était sous le contrôle de la France libre, c'est néanmoins en 1940 qu'une tendance 'libérale' de ralentissement du travail forcé fut renversée.

Autre durcissement amorcé sous Vichy-- une nouveauté cette fois-- la dénaturalisation, allait atteindre les milieux nationalistes malgaches. Ainsi, Jules Ranaivo, l'un des pères du nationalisme dans l'île, se vit retirer sa nationalité française en 1942.⁶⁸ Ce geste, lourd de conséquences, signalait la défrancisation d'une élite malgache qui avait par le passé été considérée comme un gage d'avenir du colonialisme français à Madagascar. En dénaturisant Ranaivo à titre "d'indigène" exerçant des activités anti-françaises, comme l'autorisait une nouvelle loi de Vichy, le gouverneur Annet renonçait explicitement à la logique d'assimilation et de naturalisation, logique qui encore dans les années 1930 avait constitué un signe de libéralisme. Tous ces facteurs, allant de l'appauvrissement de l'île engendrée par le blocus, à la recrudescence du travail forcé et un durcissement du colonialisme, contribuèrent sans aucun doute à la montée de la résistance malgache sous Vichy.

LA PÉRIODE 40-42 DANS L'HISTOIRE DE MADAGASCAR

Les historiens s'accordent pour dire que jusqu'ici la période de 1940 à 1942 a été occultée dans l'historiographie de la Grande Ile. Pour Claude Bavoux, le "silence des historiens" sur la période de Vichy à Madagascar est pesant-- sans même parler de l'amnésie de la communauté française de Madagascar elle-même.

⁶⁴ Gouvernement général de Madagascar et dépendances: *Bulletin d'informations et de documentation* 15 janvier 1942

⁶⁵ CAOM Madagascar, 3B 525, 27 octobre 1941.

⁶⁶ J'aborde ces questions en détail dans *Vichy in the Tropics*, chapitre 3.

⁶⁷ Ibidem.

⁶⁸ Ibidem.

Qui plus est, les rares historiens à s'être penché sur la période n'ont guère contemplé leurs sources d'un regard critique: les uns faisant ni plus ni moins de la "désinformation," les autres répétant à la lettre les arguments exculpatoires d'Armand Annet.⁶⁹ Francis Koerner, quant à lui, prononce un verdict similaire, déplorant un vide quasi-total dans l'historiographie de Madagascar pour cette période.⁷⁰ Ce vide méritait bien sûr d'être comblé pour des raisons multiples. D'abord, le choc psychologique engendré par non moins de trois changements de régime ne peut être surestimé (l'île était passée de la troisième république au régime de Vichy en 1940, de Vichy aux Anglais en 1942, puis des Anglais aux Forces françaises combattantes). Par ailleurs, les bouleversements sociaux et politiques intervenus à Madagascar sous Vichy allaient sans doute jouer un rôle non négligeable dans les événements menant à l'insurrection de 1947.⁷¹ La période de Vichy constitue donc un moment 'charnière' entre les années 1930, époque à laquelle les dissidents malgaches, mêmes communistes affichaient encore leur souhait de réforme à l'intérieur des paramètres du colonialisme, et la période d'après Vichy où le système colonial lui-même fut mis en cause ouvertement. Ce n'est d'ailleurs pas une coïncidence si le mouvement P.A.N.A.M.A. fut fondé en 1941. Dans une toute autre perspective, l'étude de Vichy à Madagascar contribue à un autre champ d'études grandissant, à savoir le pétainisme en situation coloniale. Des historiens commencent en effet à s'intéresser aux conséquences concrètes de la période de Vichy-- qui n'épargna qu'une poignée de territoires (la Nouvelle-Calédonie, les Nouvelles-Hébrides, l'A.E.F. et les territoires français des Indes) aux colonies françaises. De la Guyane à l'Indochine, en passant par l'Algérie, l'A.O.F. et Madagascar, un tableau commence à s'esquisser de cette période charnière à travers l'empire colonial français.⁷²

⁶⁹ Voir Claude Bavoux, *op. cit.*

⁷⁰ Francis Koerner, *Histoire de l'enseignement privé et officiel à Madagascar* (Paris: L'Harmattan, 1999), p. 236.

⁷¹ Jusqu'à présent, les historiens n'ont que rarement mis l'accent sur la longue durée des causes de l'insurrection de 1947. Voir par exemple Jacques Tronchon, *L'Insurrection malgache de 1947* (Paris: Karthala, 1986), pp. 131-132, et Martin Shipway, "Madagascar on the Eve of Insurrection, 1944-1947: The Impasse of a Liberal Colonial Policy" *The Journal of Imperial and Commonwealth History* 24:1 (January 1996): 72-100. Importante exception, l'ouvrage suivant ne s'étend malheureusement pas non plus sur la période 1940-42: Francis Arzalier et Jean Suret-Canale, eds. *Madagascar 1947, la tragédie oubliée* (Paris: Le temps des cerises, 1999).

⁷² Sur la Guyane, voir Rodolphe Alexandre, *La Guyane sous Vichy* (Paris: Editions Caribéennes, 1988). Au sujet de l'A.O.F., voir Catherine Akpo-Vaché, *L'Afrique Occidentale Française et la Seconde Guerre Mondiale* (Paris: Karthala, 1996) et Ruth Ginio "Marshal Pétain spoke to Schoolchildren: Vichy Propaganda in French West Africa" *The International Journal of African Historical Studies* 3:2 (2000), pp. 291-312. Sur l'Algérie, voir l'ouvrage de Jacques Cantier, *L'Algérie sous le régime de Vichy*, qui doit paraître prochainement chez Odile Jacob. Pour l'Indochine, voir Eric Jennings, *Vichy in the Tropics*, chapitres 6 et 7.